

LES COALITIONS

LA COLLUSION APPARENTE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE
AUTOMOBILE QUANT À LA HAUSSE DES PRIMES

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Nous dirait-il si lui-même ou des fonctionnaires de la Direction des enquêtes sur les coalitions font actuellement enquête sur la collusion apparente des sociétés d'assurance automobile pour relever sensiblement les taux d'un bout à l'autre du pays et d'environ 30 p. 100 au Manitoba?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, s'il y a eu collusion, on peut compter, comme j'en ai déjà donné l'assurance à la Chambre, que le directeur des enquêtes et recherches de la Direction des enquêtes sur les coalitions veillera à faire appliquer rigoureusement la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire quand il présentera des modifications à cette loi et si le secteur tertiaire, par exemple, l'assurance, y sera assujéti?

L'hon. M. Basford: Eh! bien, monsieur l'Orateur, nous travaillons actuellement à la revoir, comme le sait la Chambre, et nous espérons la présenter dès que sa rédaction sera achevée. Quant aux dispositions de cette loi, naturellement il ne m'appartient d'en parler pour le moment. L'annonce en sera faite lors de la première lecture.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

UGANDA—LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE
DU NOUVEAU RÉGIME

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Dirait-il à la Chambre si le Canada a pris ou est en train de prendre des mesures en vue de reconnaître le nouveau gouvernement de l'Ouganda?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, je ne puis rien dire à la Chambre à ce sujet mais je suis sûr que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se fera plaisir d'informer la Chambre lorsqu'il sera là.

M. Thompson: Monsieur l'Orateur, puis-je demander encore si le premier ministre a été en communication avec M. Obote depuis qu'il a quitté Singapour?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur; je n'ai pas été en communication avec M. Obote depuis que j'ai quitté Singapour.

[L'hon. M. Chrétien.]

AFFAIRES INDIENNES

LA RÉSERVE DE L'ÎLE LENNOX—L'ÉTABLISSEMENT D'UNE
VOIE D'ACCÈS SÛRE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. David MacDonald (Egmont): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien afin d'éclaircir un malentendu. Il y a une semaine environ, le ministre m'a informé qu'aucune décision n'avait été prise en ce qui concerne l'établissement d'une véritable voie d'accès à la réserve indienne de l'île Lennox. Je crois savoir que les habitants de cette île ont été avisés qu'une telle décision avait été prise. Le ministre peut-il tirer les choses au clair et, si non, serait-il disposé à faire prochainement à ce sujet une déclaration à l'appel des motions?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je vais m'enquérir et je répondrai demain à l'honorable député.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LES DÉCLARATIONS D'IMPÔT DES VIEILLARDS
PENSIONNÉS

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre du Revenu national sait-il que des fonctionnaires exigent de nombreux allocataires de la pension de vieillesse, âgés de 70 ans ou plus, dont beaucoup sont atteints de maladies chroniques, que pour la première fois ils remplissent une déclaration aux fins d'impôt qui, pour eux, est très compliquée? Le ministre voudra-t-il expliquer pourquoi l'on tourmente ainsi ces personnes?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, ce n'est nullement dans les intentions du ministère de tourmenter les allocataires de la pension de vieillesse, ou les Canadiens en général. Si le député veut bien me fournir des détails sur les cas visés, je me ferai un plaisir de les faire étudier.

* * *

LA CONSOMMATION

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES PRIX DES
RÉPARATIONS D'AUTOMOBILES

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Elle se rattache en quelque sorte à celle posée il y a quelques instants par le député de Winnipeg-Nord. Pourrait-on savoir si son ministère est à enquêter, ou projette d'enquêter, ou est en pourparlers